



Disponible en ligne sur

ScienceDirect
www.sciencedirect.com

Elsevier Masson France

EM|consulte
www.em-consulte.com



ARTICLE ORIGINAL

Le tabagisme en France : quelle est la situation ?



Smoking in France: What is the situation?

L. Jossieran ^{a,*,b}

^a UFR des sciences de la santé, EA 4049, université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, 2, avenue de la Source-de-la-Bièvre, 78280 Montigny-le-Bretonneux, France

^b Département hospitalier d'épidémiologie et de santé publique, hôpital Raymond-Poincaré, AP-HP, 104, boulevard Raymond-Poincaré, 92380 Garches, France

Disponible sur Internet le 26 mai 2018

MOTS CLÉS

Tabagisme ;
Épidémiologie ;
Mortalité ;
Coût social ;
Inégalité sociales de
santé

Résumé La consommation de tabac en France est toujours importante. Plusieurs raisons expliquent cela : une grande proximité entre l'État et l'industrie du tabac qui permet un lobby important jusqu'au plus haut niveau de l'État, valorisation par les élites. Pourtant les choses changent progressivement. L'image du tabac est moins positive et l'épidémiologie de la consommation se modifie depuis le début des années 2000. Si la consommation des adultes se maintient autour de 30 % de fumeurs quotidiens, la consommation des jeunes diminue régulièrement (41 % en 2000 vs. 25 % en 2017). Un autre point positif est la diminution du nombre de fumeurs parmi les médecins généralistes, 1994 : 34 % vs. 16 % en 2015. Ces points cachent pourtant la réalité actuelle du tabagisme en France qui tue 73 000 personnes/an et entraîne des taux de cancers du poumon qui explosent littéralement chez les femmes. Ainsi, en 20 ans l'incidence du cancer du poumon chez la femme est passée de 5/10 000 personnes/années à 12/10 000 personnes-années faisant du cancer du poumon chez la femme la 1^{re} cause de mortalité par cancer devant le cancer du sein. Dans le même temps le taux des hommes passaient de 50/10 000 à 40/10 000. Enfin, cet impact sanitaire est responsable d'un impact financier majeur : le coût social du tabac en France est estimé à 120 milliards €/an. Face à ces chiffres, la politique française de lutte contre le tabac se renforce depuis 2016 avec l'adoption du paquet neutre et l'augmentation importante du prix (+30 % en 2 ans).

© 2018 Elsevier Masson SAS. Tous droits réservés.

* Correspondance.

Adresse e-mail : Loic.jossieran@aphp.fr

KEYWORDS

Smoking;
Epidemiology;
Mortality;
Social costs;
Health inequalities;
Social impact

Summary Tobacco consumption in France is still important. Several reasons explain this: a great proximity between the State and the tobacco industry which allows an important lobby up to the highest level of the State, valorization by the elites. Yet things change gradually. The image of tobacco is less positive and the epidemiology of consumption has changed since the early 2000s. While adult consumption remains around 30% of daily smokers, youth consumption is steadily decreasing (41% in 2000 vs. 25% in 2017). Another positive point is the decrease in the number of smokers among general practitioners, 1994: 34% vs. 16% in 2015. These points hide the current reality of smoking in France that kills 73,000 people/year and lung cancer rates that literally explode in women. In 20 years, the incidence of lung cancer in women has increased from 5/10,000 people/year to 12/10,000 people years making lung cancer in women the leading cause of cancer deaths from breast cancer. At the same time, men went from 50/10,000 to 40/10,000. Finally, this health impact is responsible for a major financial impact: the social cost of tobacco in France is estimated at € 120 billion a year. Faced with these figures, the French policy to fight against tobacco has been reinforced since 2016 with the adoption of the plain packet and a significant increase in the price (+30% in 2 years).

© 2018 Elsevier Masson SAS. All rights reserved.

Introduction

Le tabac occupe une place particulière dans nos sociétés et particulièrement en France. Les liens longtemps existant entre l'industrie du tabac et l'État à travers la SEITA sont responsables en grande partie de cette situation et de l'image sociale positive dont il a longtemps bénéficié [1]. Aujourd'hui, cette image change, passant, très lentement, du symbole de la liberté, de l'affirmation de soi, de l'indépendance à celui du produit dangereux qu'il est réellement et fruit d'une manipulation sans limite par des lobbies puissants, il reste très consommé en France, où l'on compte encore près de 13 millions de fumeurs quotidiens ou occasionnels [2]. Si son utilisation première était liée à ses vertus magiques shamaniques, elles se sont désormais effacées au profit des notions d'addiction et de dépendance. Ses prétendues qualités pour la santé alléguées par ses promoteurs, jusqu'au milieu du 20^e siècle, ont fait place au terrible bilan sanitaire dont il est directement responsable [3].

Cette évolution, très lente, se retrouve également dans l'organisation de la lutte contre le tabac en France. Très en pointe dans les années 1990 avec la célèbre loi Evin, qui est et reste la pierre angulaire de la lutte contre le tabac dans notre pays, elle s'est ensuite construite sur des interdictions successives (interdiction de fumer dans les lieux publics, interdiction de vente aux mineurs, interdiction de certains arômes...) faisant ainsi le lit d'une critique facile de la part de l'industrie du tabac et amenant à penser que toute tentative de prévention constitue une action liberticide, au mieux.

Ce constat simple illustre la complexité des enjeux de la santé publique vis-à-vis du tabac.

D'un côté une industrie extraordinairement puissante, prospère, richissime grâce à la dépendance de ses consommateurs, et longtemps soutenue par la bienveillance des

pouvoirs publics qui recevaient sa part des revenus du tabac sous forme de taxes [1].

De l'autre une santé publique, trouble-fête et rabat joie qui inlassablement compte des morts par millions au fil des ans, accumulant les preuves de la causalité directe du tabac dans ce désastre sanitaire.

Il serait ainsi facile de diviser le monde en deux avec d'un côté une industrie à la recherche de profits ou un État en quête de revenus fiscaux et de l'autre une santé publique volontaire mais impuissante. En fait, la lutte contre le tabac en France est longtemps restée un terrain investi très majoritairement par la société civile à travers différentes associations d'importance diverse mais avec peu de prises directes sur les décideurs plus sensibles aux bénéfices fiscaux de court terme qu'au coût réel sanitaire, social et économique de cette consommation. La politique de lutte s'est construite ainsi d'avantage par à-coups que dans le cadre d'une politique cohérente s'affirmant par-delà les alternances politiques [4].

Cette époque est peut-être révolue et il semble désormais que la lutte contre le tabac bénéficie d'un soutien politique fort s'inscrivant dans le temps autant du point de vue du décideur que de la société civile. Ainsi, depuis le début des années 2000 nous assistons à la construction d'une politique de lutte contre le tabac qui monte en puissance prenant en compte les différents aspects de la lutte contre le tabac. Cette montée en charge a ainsi permis de s'attaquer à l'offre (augmentation du prix, interdiction de fumer dans les lieux publics, interdiction de certains arômes, interdiction de vente aux mineurs, paquet neutre...) ainsi qu'à l'aide à l'arrêt (remboursement des substituts nicotiniques, ligne d'aide Tabac Info Service, Fond de prévention...) [5]. Ainsi et malgré une opposition parfois rude, toutes les mesures de lutte ont toujours été votées et non remises en cause par la société civile [1].

Download English Version:

<https://daneshyari.com/en/article/8750954>

Download Persian Version:

<https://daneshyari.com/article/8750954>

[Daneshyari.com](https://daneshyari.com)